



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 25/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LABORATOIRES GALDERMA

ZI TOUVIERE
74540 Alby-sur-Chéran

Références : PRICAE-24-4S-68
Code AIOT : 0006104519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement LABORATOIRES GALDERMA implanté ZI TOUVIERE 74540 Alby-sur-Chéran. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRES GALDERMA
- ZI TOUVIERE 74540 Alby-sur-Chéran
- Code AIOT : 0006104519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LABORATOIRES GALDERMA est spécialisée dans la recherche, le développement et la commercialisation de solutions en dermatologie, principalement à des fins pharmaceutiques mais

aussi cosmétiques.

Son établissement d'Alby-sur-Chéran comprend deux unités :

- l'unité dite de « Montdésir » dédiée à la fabrication industrielle et au conditionnement des produits ainsi qu'à la logistique (magasins de stockage des matières premières et des produits finis, organisation des expéditions),
- l'unité dénommée « Touvière » qui assure le développement industriel des produits au moyen de petites installations de fabrication et de laboratoires et qui est en charge du contrôle qualité.

Le site s'étend sur 17 hectares, dont 2 hectares sont occupés par les bâtiments (fabrication, stockages, développement industriel, laboratoires,...), et emploie 366 personnes (chiffage à fin 2021).

Sur le plan administratif, il a fait principalement l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 8 mars 2012, au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifié le 13 mars 2015 et le 21 mars 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 6.1.5.4.1	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de mettre en évidence un respect global des prescriptions relatives aux rejets industriels aqueux. Il apparaît que la fréquence d'autosurveillance des rejets aqueux et les valeurs limites d'émission ont été largement respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Article 6.1.3 - AP 14/03/2012 : Le réseau de collecte des effluents liquides doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées, ...) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques, les points de branchement, les points de rejet, doit être établi, régulièrement tenu à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux en date du 16 juin 2014 (transmis au préalable par mail le 20 mars 2024). Aucune installation n'a été modifiée depuis cette date. Ce plan est conforme aux prescriptions du site, il distingue les réseaux d'eau pluviale, d'eau usée, d'eau usée industrielle, d'alimentation en eau potable. Il apparaît également les pompes de relevage, les points de rejet et de prélèvement ainsi que les disconnecteurs à zone de pression. L'exploitant indique par ailleurs que les réseaux non identifiés référencés en légende ne sont pas utilisés. Il s'agit de réseaux de l'ancienne exploitation détenue par Salomon.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les eaux résiduaires industrielles sont collectées, regroupées puis traitées dans une station d'épuration interne. Les eaux traitées sont ensuite rejetées dans le réseau d'assainissement communal raccordé à la station d'épuration collective de Rumilly.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site est équipé d'une station d'épuration qui permet le prélèvement d'échantillons et de mesures. L'accès à cet ouvrage est facile.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance**Prescription contrôlée :**

Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.

Article 6.1.6.2.2 - AP 14/03/2012 :

Paramètres	Périodicité
Débit (Volume)	Continue
pH	Journalière
Demande Chimique en Oxygène (D.C.O.)	Hebdomadaire
Demande Biochimique en Oxygène (D.B.O ₅)	Hebdomadaire
Matières En Suspension Totales (M.E.S.T.)	Hebdomadaire
Azote global (exprimé en N)	Hebdomadaire
Phosphore total (exprimé en P)	Hebdomadaire

Constats :

L'inspection s'est concentrée sur les paramètres listés dans le tableau de l'article 6.1.6.2.2 de l'arrêté préfectoral du site.

Le contrôle par sondage via GIDAF permet de constater le respect des périodicités minimales :

- en continu pour le débit
- quotidiennement pour le pH
- hebdomadairement pour la DCO, la DBO, les MEST, l'azote global et le phosphore total.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 6.1.5.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires industrielles devront respecter les valeurs limites suivantes avant leur rejet et sans dilution, notamment par les eaux usées domestiques : - les volumes rejetés ne devront pas excéder 250 m3/j en toutes circonstances - le PH devra être compris entre 5.5 et 8.5 et la température sera inférieure à 30°C. Les concentrations, contrôlées sur l'effluent brut non décanté et non filtré, ne devront pas dépasser les valeurs suivantes : DCO : 2000 mg/L DBO5 : 800 mg/L MEST : 600 mg/L Azote global : 150 mg/L Phosphore total : 50 mg/L Ces valeurs limites sont des moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne pourra excéder le double de la valeur limite. Les flux rejetés ne devront pas dépasser les valeurs suivantes : DCO : 500 kg/j DBO5 : 200 kg/j MEST : 150 kg/j Azote global : 37.5 kg/j Phosphore total : 12.5 kg/j
Constats : L'inspection a constaté via GIDAF un respect des VLE (concentration et flux) sur l'année 2023 et pour l'ensemble des paramètres cités dans l'arrêté préfectoral. Les eaux résiduaires industrielles correspondent aux eaux chauffées à très haute température et utilisées pour nettoyer les cuves. Les actions d'amélioration mises en place par l'exploitant ont permis de supprimer les non-conformités observées avant 2021. En effet, dans un premier temps une STEP a été installée à l'intérieur du site et a permis de diminuer les teneurs en DCO de ces eaux. Puis dans un second temps, celle-ci a été équipée d'une turbine afin de mettre les eaux résiduaires en mouvement et de les refroidir, supprimant alors les non-conformités en température.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. Article 6.1.6.2.2 - AP 14/03/2012 : Les résultats des mesures du mois n réalisées en application du présent article seront saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF).
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage les déclarations de l'année 2023 sur la plateforme GIDAF. Il apparaît que l'exploitant respecte la prescription contrôlée : les résultats des mesures du mois n ont été saisies sur la plateforme GIDAF au début du mois n+1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. Article 6.1.5.4.1 - AP 14/03/2012 : Les eaux résiduaires industrielles devront respecter les valeurs limites suivantes avant leur rejet et sans dilution, notamment par les eaux usées domestiques : les volumes rejetés ne devront pas excéder 250 m ³ /j en toutes circonstances. Article 6.1.6.2.2 - AP 14/03/2012 : Périodicité continue pour le débit
Constats : De la même manière que pour les VLE, l'inspection a contrôlé par sondage les déclarations suivantes sur la plateforme de GIDAF : - débit maximal journalier (< 100 m ³) - périodicité du débit (continue) Sur la base des déclarations analysées par sondage, l'exploitant respecte la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant confirme avoir connaissance de cette campagne d'analyse et qu'une commande a bien été passée à un laboratoire.
Type de suites proposées : Sans suite